

Trois questions à Carlo Thelen

## « Supprimer l'impôt de crise: une erreur »

Le chef économiste de la Chambre de Commerce estime que la suppression de l'impôt de crise envoie un mauvais message, en plus de coûter cher.

Photo: David Laurent/Wide (archives)



Carlo Thelen (Chambre de Commerce): « Nous n'avons plus de munitions. »

Interview par Nicolas Raulot, publiée le 16.11.2011

**Monsieur Thelen, vous vous opposez à la suppression de l'impôt de crise dans le cadre de votre critique du projet de budget 2012. Pourquoi ?** « La suppression de l'impôt de crise ne nous plaît pas du tout. L'impôt de crise avait été introduit pour les années 2011 et 2012. Sa suppression dès 2012, décidée dans le cadre de négociations avec la CGFP (et étendue au secteur privé, *ndlr.*), va occasionner un manque à gagner de 90 millions d'euros pour l'État.

C'est aussi une erreur sur le fond de prendre cette décision hors Tripartite. Il ne fallait pas supprimer cet impôt dit de crise, alors que la fameuse crise n'est pas terminée. C'est un mauvais message.

**Que reprochez-vous au gouvernement dans son projet de budget 2012 ?** « La situation internationale s'est encore aggravée durant l'été. Au moment où le projet de loi budgétaire a été élaboré, nous n'en étions pas à ce stade. Mais d'un autre côté, aucun effort n'a été fait pour réduire les dépenses et procéder à des réformes structurelles, comme nous le réclamons depuis longtemps. Nous avons compris la politique contra-cyclique du gouvernement.

Le problème est que l'économie ne s'est jamais vraiment redressée. Le gouvernement pensait que le Plan de conjoncture redynamiserait l'économie, mais cela n'a pas suffi en raison d'une situation internationale défavorable. Nous n'avons plus de munitions. Et les conséquences pour le Grand-Duché, qui est une économie très ouverte sur l'extérieur, risquent d'être graves.

**La situation du Luxembourg est néanmoins bien meilleure que celle des pays voisins. La notation du pays n'est pas remise en cause. La croissance reste honorable. Y a-t-il vraiment des raisons de s'alarmer ?** « On disait cela aussi de l'Irlande juste avant la crise. Or, la structure de l'Irlande est un peu similaire à celle du Luxembourg, avec une place financière importante, et quelques niches avantageuses. Il est vrai que la place financière du Luxembourg est mieux diversifiée. Mais la situation peut évoluer rapidement.

La Commission européenne et le Statec tablent désormais sur une croissance de 1 % seulement en 2012 au Luxembourg, soit un rythme similaire à celui de l'Union européenne. On ne peut pas contrôler la conjoncture, mais contrôlons au moins la structure ! Nous ne le faisons pas ! Nous ne suivons pas les recommandations de l'Union européenne. Nous sommes insouciants à l'égard de la situation internationale. Nous ne respectons pas nos propres engagements. Nous devons avoir un objectif ambitieux en matière de finances publiques et d'équilibre budgétaire. »